TERRE Pionniers suisses du commerce équitable Nord-Sud, les Magasins du monde souhaitent étendre ce principe à la production helvétique. Une première boutique pourrait voir le jour à Lausanne l'année prochaine.

«Les inégalités touchent les paysans du Sud mais aussi ceux de notre pays»

Fondés en 1974 et aujourd'hui forts de 35 boutiques en Romandie, les Magasins du monde valorisent depuis près d'un demi-siècle le travail des paysans du Sud en leur assurant une juste rémunération. Face aux mutations qui touchent l'agriculture helvétique et à la précarisation de nombreux producteurs, l'association souhaite appliquer le principe de commerce équitable aux denrées de notre pays. Entretien avec Lara Baranzini, porte-parole et coordinatrice des Magasins du monde.

Pouvez-vous commencer par rappeler ce qu'est un produit équitable?

➤ Le premier critère concerne le prix, qui doit permettre à l'agriculteur de couvrir ses frais et lui assurer un revenu décent. Cela implique qu'il soit fixé par les deux parties, dans un rapport de force équilibré, et non pas de manière unilatérale par l'acheteur. La relation commerciale doit aussi s'inscrire à long terme, afin de garantir des débouchés durables aux paysans, et prévoir un préfinancement avant la livraison, pour qu'ils n'aient pas à s'endetter. Enfin, le commerce équitable veille au respect des conventions de l'Organisation internationale du travail, qui interdit celui des enfants et les discriminations de genre, garantit une production dans le respect des humains et de l'environnement, et l'autorisation de se syndiquer, notamment.

> **Il faut sortir du cliché tiers-mondiste du commerce équitable, il s'agit simplement de rémunérer un travail à sa juste valeur.**

© MATHIEU ROD

BIO EXPRESS
LARA BARANZINI
Âgée de 46 ans, la Tessinoise d'origine est licenciée ès lettres et a poursuivi avec des études à l'Institut universitaire du développement. Elle a notamment participé à la création de la Chambre de l'économie sociale et solidaire de Genève. Elle travaille aujourd'hui comme porte-parole et coordinatrice romande des Magasins du monde.

Vous voulez étendre ce principe aux denrées suisses. Faut-il en déduire que beaucoup ne sont pas équitables?

➤ Oui, je crois qu'on peut affirmer sans hésiter que l'agriculture helvétique n'en remplit pas tous les critères. Essentiellement en ce qui concerne les prix, qui couvrent parfois à peine les coûts des paysans. Sans les paiements directs, la plupart d'entre eux ne survivraient pas, c'est un fait. Ce problème se généralise dans les pays du Nord. Pour preuve, l'Organisation mondiale du commerce équitable a décidé de les intégrer à son programme en 2019. Avant cette date, ses membres étaient exclusivement des producteurs des contrées du Sud à faibles revenus. Il est donc officiellement reconnu que les paysans européens, notamment, ont désormais des besoins similaires. Le commerce équitable au Nord est aussi considéré comme un outil favorisant la transition écologique de l'agriculture.

La Suisse est-elle à la traîne sur le sujet?

➤ Oui. Notre pays est en retard. En Belgique, un projet a été lancé il y a plusieurs années; dans l'Hexagone, le label «Commerce équitable origine France» existe depuis dix ans déjà et connaît un immense succès. À tel point qu'il aide à sensibiliser toujours plus de consommateurs à la question Nord-Sud. Le fait de prendre conscience des difficultés d'un agriculteur d'ici permet d'ouvrir les yeux sur celles des autres à l'étranger.

Comment est né ce projet?

➤ Depuis leur création, les Magasins du monde défendent la souveraineté alimentaire et l'agriculture paysanne du Sud. La structure de cette branche, en Suisse, a beaucoup évolué ces dernières années. Les petites fermes se raréfient au profit de grandes exploitations, et la logique de rentabilité est poussée toujours plus loin. Au fond, nos producteurs sont soumis aux mêmes pressions et dysfonctionnements que ceux qui ont donné naissance au commerce équitable Nord-Sud il y a cinquante ans.

Avec quels acteurs discutez-vous?

➤ Nous avons réalisé une première table ronde l'automne dernier avec des spécialistes français et belges, pour bénéficier de leur expérience. Puis nous avons été approchés par Uniterre, l'association syndicale paysanne suisse, avec qui nous avons créé un groupe de travail, ainsi qu'avec la Fédération romande d'agriculture contractuelle de proximité. Ensemble, nous sommes en train de discuter des critères qui répondent au principe équitable dans notre pays, comme la rémunération et la couverture sociale des femmes paysannes ou celle des employés, par exemple.

Concrètement, comment comptez-vous appliquer le concept?

➤ Le but est de trouver un groupe de personnes – à l'image du fonctionnement de chacun de nos magasins – qui souhaitent ouvrir une boutique pilote où seront proposées, à côté des produits du Sud, des denrées équitables suisses. Ce sont les créateurs de cette enseigne qui définiront lesquelles vendre et avec quels agriculteurs, maraîchers, boulangers, bouchers ou associations collaborer. Nous souhaitons évidemment que ce soit dans un lieu facile d'accès et ouvert tous les jours, afin de toucher un maximum de gens.

Quand ce premier magasin ouvrira-t-il?

➤ Courant 2023. L'équipe intéressée doit encore chercher un local, vraisemblablement à Lausanne et dans un écoquartier. Ce premier lieu permettra de sensibiliser les consommateurs au fait que les inégalités ne touchent pas uniquement le commerce Nord-Sud, mais aussi les paysans d'ici. Le terme de «commerce équitable» a encore une connotation un peu tiers-mondiste. Il faut sortir de ce cliché et montrer aux gens qu'il s'agit simplement de rémunérer un travail à sa juste valeur. Ni plus ni moins.

PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIE JAQUET ■

DES DISPARITÉS SELON LES FILIÈRES

En Suisse, la rémunération dépend beaucoup des types de filières. «Plus le produit final a de la valeur ajoutée, comme le gruyère, les élevages de vaches mères ou le bio, meilleur en sera le prix», dit Michelle Zufferey, d'Uniterre. Les situations les plus précaires touchent les productions non transformées, comme le lait conventionnel ou les céréales, car la grande distribution possède ses propres structures et a donc la mainmise sur l'entier du processus. D'où la création du label «Lait équitable», qui garantit un franc par litre au producteur. «Le maraîchage est aussi précaire, car les denrées sont vite périssables, ce qui réduit les marges de négociation.» Des pays membres de l'Union européenne planchent sur des lois visant à interdire l'achat de marchandises payées en dessous de leurs coûts effectifs de production.